

le 30 juin 2005

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés
99 Bank Street
Suite 700
Ottawa Ontario
Canada K1P 1K6
Téléphone +1 (613) 237 3702
Télécopieur +1 (613) 237 3963

Rapport des vérificateurs sur le relevé des opérations financières

Au Directeur général des élections, Élections Canada

À la demande de l'Agence libérale fédérale du Canada, nous avons vérifié le relevé des opérations financières préparé conformément aux alinéas et sous-alinéas a), b), c), f)(i) et (ii), h), i), j) et k) du paragraphe 424(2) de la Loi électorale du Canada (la « loi ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004. La responsabilité de cette information financière incombe à la direction de l'Agence libérale fédérale du Canada. Notre responsabilité, conformément au paragraphe 426(1) de la loi, consiste à exprimer une opinion sur cette information financière en nous fondant sur notre vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe suivant, notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est exempte d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'information financière. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'information financière.

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes sans but lucratif, le Parti libéral du Canada, par l'entremise de l'Agence libérale fédérale du Canada, tire des contributions dont il n'est pas possible de vérifier l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre vérification de ces produits s'est limitée aux sommes reçues par l'Agence et nous n'avons pu déterminer si des redressements auraient dû être apportés au montant des contributions présentées.

À notre avis, à l'exception de l'effet des redressements que nous aurions pu juger nécessaires si nous avions été en mesure de vérifier l'intégralité des contributions mentionnées au paragraphe précédent, cette information financière donne, à tous les égards importants, une image fidèle des contributions reçues et de l'information financière devant être présentée en vertu de la loi pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004 conformément aux alinéas et sous-alinéas a), b), c), f)(i) et (ii), h), i), j) et k) du paragraphe 424(2) de la loi.

PricewaterhouseCoopers LLP

Comptables agréés

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés
99 Bank Street, Suite 700
Ottawa Ontario
Canada K1P 1K6
Téléphone +1 (613) 237 3702
Télécopieur +1 (613) 237 3963

Le 17 juin 2005

Rapport des vérificateurs

Au conseil d'administration de l'Agence libérale fédéral du Canada, agent principal du Parti libéral du Canada

Nous avons vérifié le bilan consolidé du **Parti libéral du Canada** au 31 décembre 2004 ainsi que les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif (du passif) net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction du Parti. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur notre vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe suivant, notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes sans but lucratif, le Parti tire des revenus de contributions et engage des dépenses électorales dont il n'est pas possible de vérifier l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre vérification des revenus de contributions et des dépenses électorales s'est limitée aux montants comptabilisés dans les comptes du Parti, et nous n'avons pu déterminer si des redressements auraient dû être apportés au montant des contributions, des dépenses électorales, de l'excédent des produits (charges) pour l'exercice, de l'actif et du passif net.

À notre avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements que nous aurions pu juger nécessaires si nous avions été en mesure de vérifier si les contributions et les dépenses électorales mentionnées dans le paragraphe précédent ont toutes été comptabilisées, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière consolidée du Parti au 31 décembre 2004 ainsi que des résultats de ses activités, de l'évolution de son actif (passif) net et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

Comptables agréés

Le Parti libéral du Canada

États financiers consolidés

31 décembre 2004

Le Parti libéral du Canada

Bilans consolidés

31 décembre 2004

	2004 \$	2003 \$
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 041 286	5 723 395
Comptes débiteurs	13 067 062	1 073 555
Montant à recevoir des associations de circonscription	475 094	585 968
Charges payées d'avance	<u>149 608</u>	<u>70 058</u>
	14 733 050	7 452 976
Immobilisations (note 4)	<u>672 680</u>	<u>613 362</u>
	<u>15 405 730</u>	<u>8 066 338</u>
Passif		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires à vue (note 3)	15 494 447	788 316
Comptes créditeurs et charges à payer	1 305 588	3 377 152
Montant à payer aux associations de circonscription	435 270	2 822 668
Obligation découlant de contrats de location-acquisition	12 708	24 120
Avantage incitatif reporté relatif à un bail	<u>19 140</u>	<u>—</u>
	17 267 153	7 012 256
Obligation découlant de contrats de location-acquisition (note 5)	46 980	7 468
Avantage incitatif reporté relatif à un bail	<u>23 925</u>	<u>—</u>
	<u>17 338 058</u>	<u>7 019 724</u>
Passif éventuel (note 7)		
Actif (passif) net		
Fonds non affectés	(2 605 008)	433 252
Investi en immobilisations	<u>672 680</u>	<u>613 362</u>
	<u>(1 932 328)</u>	<u>1 046 614</u>
	<u>15 405 730</u>	<u>8 066 338</u>

Au nom du Conseil,

, administrateur

, administrateur

Le Parti libéral du Canada

États consolidés des résultats

Exercice terminé le 31 décembre 2004

	2004 \$	2003 \$
Produits		
Contributions	6 085 121	14 618 039
Allocation gouvernementale	9 141 408	–
Congrès et assemblées générales annuelles	481 104	6 086 334
Remises par suite des élections	14 058 964	–
Droits d'adhésion	839 499	734 103
Paiements reçus d'associations de circonscription	807 762	1 555 711
Autres	70 381	114 173
	<hr/> 31 484 239	<hr/> 23 108 360
Charges (note 6)		
Administration et programme	7 884 338	9 545 464
Dépenses liées au congrès et aux assemblées générales annuelles	544 292	5 772 446
Dépenses liées à la collecte de fonds	1 430 261	3 487 213
Dépenses liées à la période préélectorale et aux élections	24 401 961	583 966
Intérêts débiteurs, montant net	202 329	222 953
	<hr/> 34 463 181	<hr/> 19 612 042
Excédent des produits (charges) pour l'exercice	<hr/> (2 978 942)	<hr/> 3 496 318

Le Parti libéral du Canada

États consolidés de l'évolution du passif net

Exercice terminé le 31 décembre 2004

	Fonds non affectés \$	Investi en immobili- sations \$	2004 \$	2003 \$
Solde au début de l'exercice	433 252	613 362	1 046 614	(2 449 704)
Excédent des produits (charges) pour l'exercice	(2 751 290)	(227 652)	(2 978 942)	3 496 318
Investissement en immobilisations	<u>(286 970)</u>	<u>286 970</u>	—	—
Solde à la fin de l'exercice	(2 605 008)	672 680	(1 932 328)	1 046 614

Le Parti libéral du Canada

États consolidés des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 décembre 2004

	2004 \$	2003 \$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités de fonctionnement		
Excédent des produits (charges) pour l'exercice	(2 978 942)	3 496 318
Éléments hors trésorerie :		
Amortissement	227 652	174 708
Gain à la vente de biens	—	(39 612)
Amortissement de l'avantage incitatif reporté lié à un bail	(52 635)	—
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	<u>(16 325 445)</u>	<u>3 973 088</u>
	<u>(19 129 370)</u>	<u>7 604 502</u>
Activités d'investissement		
Nouvelles immobilisations	(234 750)	(533 291)
Produit de la vente de biens	—	179 553
	<u>(234 750)</u>	<u>(353 738)</u>
Activités de financement		
Remboursement d'emprunts bancaires à vue	(31 963)	(3 372 482)
Prélèvements sur les emprunts bancaires à vue	14 738 094	103 250
Remboursement sur les contrats de location-acquisition	<u>(24 120)</u>	<u>(25 143)</u>
	<u>14 682 011</u>	<u>(3 294 375)</u>
Variation nette de la trésorerie pour l'exercice	(4 682 109)	3 956 389
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<u>5 723 395</u>	<u>1 767 006</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	<u>1 041 286</u>	<u>5 723 395</u>
Informations supplémentaires sur des éléments hors trésorerie		
Nouveau matériel financé au moyen de contrats de location-acquisition	<u>52 220</u>	<u>—</u>

Le Parti libéral du Canada

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 décembre 2004

1 Principales conventions comptables

Mode de présentation

Le Parti libéral du Canada (le « Parti ») est une fédération constituée de l'Agence libérale fédérale du Canada et d'associations provinciales et territoriales.

Conformément aux modifications apportées à la *Loi électorale du Canada* qui sont entrées en vigueur au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2004, les états financiers du Parti ci-joints présentent le bilan consolidé et les résultats consolidés des activités des organisations suivantes :

- L'Agence libérale fédérale du Canada,
- Le Parti libéral de la Nouvelle-Écosse,
- L'Association libérale du Nouveau-Brunswick,
- Le Parti libéral du Canada (Québec),
- Le Parti libéral du Canada (Ontario),
- Le Parti libéral au Manitoba,
- L'Association libérale de la Saskatchewan,
- Le Parti libéral du Canada en Alberta et
- Le Parti libéral du Canada en Colombie-Britannique.

Toutes les opérations des associations provinciales qui sont de compétence provinciale ont été exclues des résultats. Comme le Parti libéral de Terre-Neuve et du Labrador et Le Parti libéral de l'Île-du-Prince-Édouard se consacrent essentiellement à des activités provinciales, ils n'ont pas de dépenses fédérales et ont donc été exclus de ces états financiers.

En vertu de la *Loi électorale du Canada*, les associations de circonscription locales (les « associations ») sont inscrites de façon indépendante auprès d'Élections Canada et elles doivent déposer des états financiers distincts auprès d'Élections Canada. En conséquence, les présents états financiers ne comprennent pas les activités des associations de circonscription. L'Association libérale du Yukon, l'Association libérale des Territoires du Nord-Ouest et l'Association libérale du Nunavut sont inscrites auprès d'Élections Canada à titre d'associations de circonscription et, par conséquent, leurs activités ne sont pas prises en compte dans les présents états financiers consolidés.

Les présents états financiers comprennent les chiffres correspondants du bilan et des résultats du Parti pour l'exercice 2003 de la même façon que pour l'exercice 2004.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés de l'actif et du passif ainsi que sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels aux dates des états financiers et sur les produits et les charges constatés pour les exercices visés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Le Parti libéral du Canada

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 décembre 2004

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de placements liquides dont l'échéance initiale à la date d'acquisition est d'au plus 90 jours. Ces placements sont comptabilisés au coût, qui se rapproche de la juste valeur.

Constatation des produits

Les contributions sont comptabilisées à titre de produits au moment où elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut être estimé au prix d'un effort raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement sûr.

L'allocation gouvernementale est calculée en fonction du nombre de votes que le Parti a obtenus aux élections générales selon un taux approuvé par vote valide. L'allocation est comptabilisée au moment où elle est reçue ou à recevoir si elle peut être estimée au prix d'un effort raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement sûr.

Les contributions et les frais de participation aux congrès et aux assemblées générales annuelles sont habituellement comptabilisés à titre de produits au moment où ils sont reçus par le Parti.

Les droits d'adhésion sont comptabilisés au moment où ils sont reçus.

Les paiements versés par les associations en vue d'assurer le fonctionnement du Parti sont comptabilisés au moment où ils sont reçus ou à recevoir si leur recouvrement est raisonnablement sûr.

Les remises par suite des élections sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel les élections ont lieu si le montant à recevoir peut être déterminé et que son recouvrement est raisonnablement sûr. La demande de remise par suite des élections soumise par le Parti est établie selon l'interprétation que fait la direction des règlements d'application pertinents de la *Loi électorale du Canada*. Les montants réclamés doivent être vérifiés et acceptés par Elections Canada avant qu'ils puissent être recouvrés.

Les contributions reçues sous forme de fournitures et de services, à l'exception du travail bénévole, sont constatées à la juste valeur. Sauf lorsqu'il est requis aux termes de la *Loi électorale du Canada*, la valeur du travail bénévole n'est pas constatée dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

Bâtiments	20 ans
Matériel d'imprimerie	5 ans
Mobilier et agencements	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Le Parti libéral du Canada

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 décembre 2004

Avantage incitatif relatif à un bail

L'avantage incitatif relatif à un bail consiste en des améliorations locatives; il est reporté et amorti sur la durée du bail.

2 Instruments financiers

Les instruments financiers présentés dans le bilan comprennent la trésorerie, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et les emprunts bancaires à vue. La direction est d'avis que le Parti n'est pas exposé à des risques de crédit importants découlant de ces instruments financiers. La direction croit aussi que la valeur comptable de ces instruments se rapproche de leur juste valeur.

3 Emprunts bancaires à vue

Le Parti a des emprunts impayés auprès de diverses banques à charte. Ces emprunts portent intérêt à divers taux qui vont du taux préférentiel de la banque au taux préférentiel majoré de 2 %. Les emprunts sont garantis par une convention générale de garantie grevant les actifs de l'Agence et de certaines associations.

4 Immobilisations

		2004	2003
	Coût \$	Amortisse- ment cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Bâtiment	185 528	13 819	171 709
Matériel d'imprimerie	249 471	167 060	82 411
Mobilier et agencements	843 687	673 933	169 754
Matériel informatique	1 091 180	922 715	168 465
Améliorations locatives	457 223	376 882	80 341
	<hr/> 2 827 089	<hr/> 2 154 409	<hr/> 672 680
			<hr/> 613 362

Le Parti libéral du Canada

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 décembre 2004

5 Obligations locatives et engagements

Le Parti occupe des locaux loués dans divers endroits et il a des obligations découlant à la fois de contrats de location-acquisition et de contrats de location-exploitation conclus pour l'acquisition et la location de mobilier et de matériel. Les paiements minimums futurs exigibles pour les cinq prochains exercices en vertu des contrats de location-acquisition et des contrats de location-exploitation s'établissent comme suit :

	Contrats de location- acquisition \$	Contrats de location- exploitation \$
2005	16 952	201 583
2006	17 888	161 947
2007	17 888	74 992
2008	17 276	2 640
2009	1 650	2 009
<hr/>		
Paiements minimums futures exigibles en vertu des contrats de location	71 654	
Moins les paiements d'intérêts futurs	<u>11 966</u>	
<hr/>		
Obligation locative totale	59 688	
Moins le montant échéant à moins d'un an	<u>12 708</u>	
<hr/>		
		46 980

Le Parti libéral du Canada

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 décembre 2004

6 Charges

	2004	2003
	\$	\$
Publicité radiodiffusée	1 486 327	—
Publicité télévisée	7 798 913	—
Publicité – autre	2 153 881	160 578
Frais et intérêts bancaires	312 496	265 745
Amortissement	225 282	166 252
Dons et contributions	29 760	22 014
Collectes de fonds	1 465 934	3 594 717
Frais de bureau	5 113 618	2 233 485
Sondages	1 203 789	243 216
Services professionnels	2 301 941	521 046
Recherche	821 398	128 554
Salaires et avantages sociaux	5 099 949	3 321 170
Frais de déplacement et de réception	4 086 021	865 000
Virements	714 382	—
Autres	1 649 490	8 090 265
	34 463 181	19 612 042

7 Passif éventuel

La Commission d'enquête sur le programme des commandites et les activités publicitaires a entendu des témoignages portant sur des irrégularités présumées commises par des représentants du Parti libéral dans le passé. Aucune réclamation n'a été faite contre le Parti, et la Commission n'est pas compétente pour juger des questions de responsabilité juridique. Il est prévu que la Commission déposera son rapport définitif en 2005. Il est possible que la Commission indique dans ce rapport le nom de personnes et d'organisations qui ont reçu des paiements de façon inopportun par suite de la présentation de demandes de paiement frauduleuses au Gouvernement du Canada. Comme les témoignages entendus par la Commission sont souvent contradictoires, le Parti est incapable dans la plupart des cas de déterminer avec certitude s'il a été le bénéficiaire de fonds obtenus de manière inappropriée par d'autres parties. Si la Commission devait établir que le Parti est le bénéficiaire de tels fonds, le Parti décidera s'il doit rembourser le Receveur général. Après la clôture de l'exercice, le Parti a volontairement déposé en fiducie la somme de 750 000 \$ afin de faciliter tout remboursement éventuel.

FINANCIAL TRANSACTIONS RETURN

RAPPORT FINANCIER D'UN PARTI ENREGISTRÉ

PART 1 - PARTIE 1

Declaration [424(1)(C)]

Déclaration [424(1)(c)]

EC 2023-2024/11

PARTY INFORMATION - INFORMATION SUR LE PARTI		
Party's full name - Nom complet du parti Liberal Party of Canada - Parti libéral du Canada	Postal address - Adress postale Suite 400, 81 Metcalfe St	
City - Ville Ottawa	Prov./Ter. ON	Postal code - Code Postal K1P 6M8
Telephone number - Numéro de téléphone (613) 237-0740	E-mail address - Courriel smackinnon@liberal.ca	

SECTION B: CHIEF AGENT'S INFORMATION - COORDONNÉES DE L'AGENT PRINCIPAL		
Name of Chief Agent - Nom de l'agent principal The Federal Liberal Agency of Canada		Postal address - Adressse postale Suite 400, 81 Metcalfe St
City - Ville Ottawa	Prov/Terr. ON	Postal Code - Code postal K1P 6M8
Telephone number - Numéro de téléphone (613) 237-0740	E-mail address - Courriel jarmail@liberal.ca	

SECTION C: DESIGNATION & CLASSIFICATION

I hereby solemnly declare that to the best of my knowledge and belief:

- the information contained in this return is correct, including the attached statement of assets and liabilities and the statement of revenues and expenses;
 - all election expenses in respect of the conduct or management of the by-election have been properly recorded;
 - no money, goods or services have been provided by way of loan, advance, deposit, contribution or gift during the by-election, except as appears in this return; and
 - no other person or entity has, on behalf of the party, made any payment or given, promised or offered any reward, office, employment or valuable consideration or incurred any liability on account of or in respect of conduct or management of the party, except as specified in this return.

I make this solemn declaration conscientiously, believing it to be true and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath and by virtue of the Canadian Evidence Act.

Je déclare solennellement qu'au meilleur de ma connaissance et croissance,

- les renseignements contenus dans ce rapport sont exacts; y compris l'état de l'actif et du passif et l'état des recettes et des dépenses;
 - toutes les dépenses électorales reliées à la conduite ou l'administration de l'élection partielle ont été dûment inscrites;
 - aucun fonds, marchandise ou service n'ont été fournis sous forme de prêt, d'avance, de dépôt, de contribution ou de don, au cours de l'élection partielle, à l'exception de ce qui est déclaré dans ce rapport;
 - aucun autre personne ou entité n'a, au nom du parti, fait de paiement ni donné, promis ou offert une récompense un poste, un emploi ou toute autre compensation de性质, ni contracté d'engagement au sujet de la direction ou de l'administration du parti. À l'exception de ce qui est déclaré dans ce rapport.

Je fais cette déclaration solennelle la croyant conscientieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment en vertu de la Loi sur le passeport au Canada.

July 21 200

SECTION D: CIRCULATION OF INFORMATION: Distribution of information

Los cuales se han establecido para la ejecución de las tareas que se realizan en el sistema de control y administración de la red.

Party - Parti	Fiscal period ending Exercice financier se terminant le	Y-A	M	D-J
Liberal Party of Canada / Parti libéral du Canada		04	12	31

EC 20239 (91/04) May 18, 2005 / 18 mai 2005



June 30, 2005

**AUDITORS' REPORT
ON FINANCIAL TRANSACTIONS RETURN**

PricewaterhouseCoopers LLP
Chartered Accountants
99 Bank Street
Suite 700
Ottawa, Ontario
Canada K1P 1K6
Telephone +1 (613) 237 3702
Facsimile +1 (613) 237 3963

To the Chief Electoral Officer, Elections Canada

At the request of the Federal Liberal Agency of Canada, we have audited its Financial Transactions Return prepared in accordance with Section 424(2)(a), (b), (c), (f)(i) and (ii), (h), (i), (j) and (k) of the Canada Elections Act (the "Act") for the year ended December 31, 2004. This financial information is the responsibility of the management of the Federal Liberal Agency of Canada. Our responsibility, in accordance with Section 426(1) of the Act, is to express an opinion on this financial information based on our audit.

Except as explained in the following paragraph, we conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial information is free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial information. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial information.

In common with many not-for-profit organizations, the Liberal Party of Canada, through the Federal Liberal Agency of Canada, derives contributions the completeness of which is not susceptible of satisfactory audit verification. Accordingly, our verification of these revenues was limited to the amounts receipted by the Agency and we were not able to determine whether any adjustments might be required to the amount of contributions reported.

In our opinion, except for the effect of adjustments, if any, which we might have determined to be necessary had we been able to satisfy ourselves concerning the completeness of the contributions referred to in the preceding paragraph, this financial information presents fairly, in all material respects, the contributions received and financial information required to be reported under the Act for the year ended December 31, 2004 in accordance with the provisions of Sections 424(2)(a), (b), (c), (f)(i) and (ii), (h), (i), (j) and (k) of the Act.

PricewaterhouseCoopers LLP

Chartered Accountants

PricewaterhouseCoopers LLP
Chartered Accountants
99 Bank Street, Suite 700
Ottawa, Ontario
Canada K1P 1K6
Telephone +1 (613) 237 3702
Facsimile +1 (613) 237 3963

June 17, 2005

Auditors' Report

To the Board of Directors of The Federal Liberal Agency of Canada, Chief Agent for the Liberal Party of Canada

We have audited the consolidated statement of financial position of **The Liberal Party of Canada** as at December 31, 2004 and the consolidated statements of operations, changes in net assets (liabilities) and cash flows for the year then ended. These consolidated financial statements are the responsibility of the Party's management. Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit.

Except as explained in the following paragraph, we conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In common with organizations of this type, the Party derives revenue from contributions and incurs election expenses, the completeness of which is not susceptible of satisfactory audit verification. Accordingly, our verification of revenues from contributions and election expenses is limited to the amounts recorded in the records of the Party and we were not able to determine whether any adjustments might be necessary to contributions, election expenses, excess of revenue (expense) for the year, assets and net liabilities.

In our opinion, except for the effects of adjustments, if any, which we might have determined to be necessary had we been able to satisfy ourselves concerning the completeness of contributions and election expenses referred to in the preceding paragraph, these financial statements present fairly, in all material respects, the consolidated financial position of the Party as at December 31, 2004 and the results of its operations, changes in net assets and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

PricewaterhouseCoopers LLP

Chartered Accountants

PricewaterhouseCoopers refers to the Canadian firm of PricewaterhouseCoopers LLP and the other member firms of PricewaterhouseCoopers International Limited, each of which is a separate and independent legal entity.

(1)

The Liberal Party of Canada
Consolidated Financial Statements
December 31, 2004

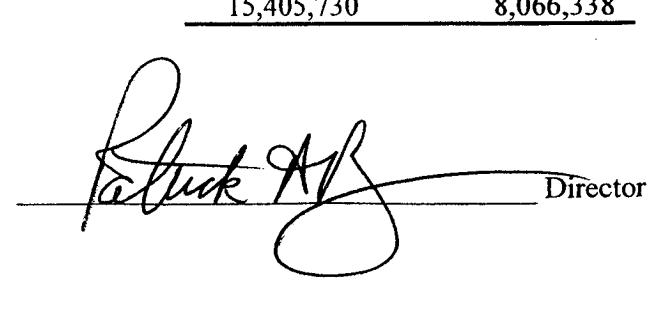
The Liberal Party of Canada
 Consolidated Statement of Financial Position
As at December 31, 2004

	2004	2003
	\$	\$
Assets		
Current assets		
Cash and cash equivalents	1,041,286	5,723,395
Accounts receivable	13,067,062	1,073,555
Due from Constituency associations	475,094	585,968
Prepaid expenses	149,608	70,058
	<hr/>	<hr/>
	14,733,050	7,452,976
Capital assets (note 4)	<hr/>	<hr/>
	672,680	613,362
	<hr/>	<hr/>
	15,405,730	8,066,338
Liabilities		
Current liabilities		
Demand bank loans (note 2)	15,494,447	788,316
Accounts payable and accrued liabilities	1,305,588	3,377,152
Due to Constituency associations	435,270	2,822,668
Obligation under capital leases	12,708	24,120
Deferred lease inducement	19,140	-
	<hr/>	<hr/>
	17,267,153	7,012,256
Obligation under capital leases (note 5)	<hr/>	<hr/>
Deferred lease inducement	46,980	7,468
	<hr/>	<hr/>
	23,925	-
	<hr/>	<hr/>
	17,338,058	7,019,724
Contingent Liabilities (note 7)		
Net assets (liabilities)		
Unrestricted	(2,605,008)	433,252
Invested in capital assets	672,680	613,362
	<hr/>	<hr/>
	(1,932,328)	1,046,614
	<hr/>	<hr/>
	15,405,730	8,066,338

Signed on Behalf of the Board



Director



Director

The Liberal Party of Canada

Consolidated Statement of Operations
 For the year ended December 31, 2004

	2004 \$	2003 \$
Revenue		
Contributions	6,085,121	14,618,039
Government allowance	9,141,408	—
Conventions and annual general meetings	481,104	6,086,334
Election rebates	14,058,964	—
Membership fees	839,499	734,103
Payments from Constituency associations	807,762	1,555,711
Other	70,381	114,173
	<hr/> <u>31,484,239</u>	<hr/> <u>23,108,360</u>
Expense (note 6)		
Administrative and programme	7,884,338	9,545,464
Convention & annual general meetings' expenses	544,292	5,772,446
Fundraising expenses	1,430,261	3,487,213
Pre-election and election expenses	24,401,961	583,966
Interest – net	202,329	222,953
	<hr/> <u>34,463,181</u>	<hr/> <u>19,612,042</u>
Excess of revenue (expenses) for the year	<hr/> <u>(2,978,942)</u>	<hr/> <u>3,496,318</u>

The Liberal Party of Canada
 Consolidated Statement of Changes in Net Liabilities
For the year ended December 31, 2004

	Unrestricted \$	Invested in capital assets \$	2004 \$	2003 \$
Balance – Beginning of year	433,252	613,362	1,046,614	(2,449,704)
Excess of revenue (expense) for the year	(2,751,290)	(227,652)	(2,978,942)	3,496,318
Investment in capital assets	<u>(286,970)</u>	<u>286,970</u>	—	—
Balance – End of year	<u>(2,605,008)</u>	<u>672,680</u>	<u>(1,932,328)</u>	<u>1,046,614</u>

The Liberal Party of Canada
 Consolidated Statement of Cash Flows
 For the year ended December 31, 2004

	2004 \$	2003 \$
Cash flows from (used in)		
Operating activities		
Excess of revenue (expenses) for the year	(2,978,942)	3,496,318
Items not affecting cash:		
Depreciation	227,652	174,708
Gain on sale of property	—	(39,612)
Amortization of deferred lease inducement	(52,635)	—
Net change in non-cash working capital items	<u>(16,325,445)</u>	<u>3,973,088</u>
	<u>(19,129,370)</u>	<u>7,604,502</u>
Investing activity		
Purchase of capital assets	(234,750)	(533,291)
Proceeds from sale of property	—	179,553
	<u>(234,750)</u>	<u>(353,738)</u>
Financing activities		
Demand bank loan repayment	(31,963)	(3,372,482)
Demand bank loan advances	14,738,094	103,250
Repayment of capital leases	(24,120)	(25,143)
	<u>14,682,011</u>	<u>(3,294,375)</u>
Net change in cash for the year	(4,682,109)	3,956,389
Cash and cash equivalents – beginning of year	5,723,395	1,767,006
Cash and cash equivalents – end of year	1,041,286	5,723,395
Supplementary non-cash information		
Equipment additions financed through capital leases	<u>52,220</u>	<u>—</u>
	<u>(5)</u>	

The Liberal Party of Canada

Consolidated Notes to Financial Statements

For the year ended December 31, 2004

1 Significant accounting policies

Basis of presentation

The Liberal Party of Canada (the ‘Party’) is a federation composed of the Federal Liberal Agency of Canada and provincial and territorial associations.

As required under amendments to the Elections Canada Act effective for the year ended December 31, 2004, these financial statements of the Party consolidate the financial position and results of operations of:

- the Federal Liberal Agency of Canada
- Nova Scotia Liberal Party
- New Brunswick Liberal Association
- Liberal Party of Canada (Quebec)
- Liberal Party of Canada (Ontario)
- Liberal Party in Manitoba
- Saskatchewan Liberal Association
- Liberal Party of Canada in Alberta, and
- Liberal Party of Canada in British Columbia.

All transactions of the provincial associations that relate to a provincial jurisdiction have been excluded from the results. The Liberal Party of Newfoundland and Labrador and the Liberal Party of Prince Edward Island are substantially dedicated to provincial activities and have no federal expenses and therefore been excluded from these financial statements.

Under the Elections Canada Act, local constituency associations (the “Constituencies”) are registered separately with Elections Canada and must file separate financial statements with Elections Canada. Accordingly, these financial statements exclude the operations of the Constituencies. The Yukon Liberal Association, Northwest Territories Liberal Association and Nunavut Liberal Association are registered with Elections Canada as constituency associations and are therefore also not consolidated in these financial statements.

Comparative figures have been included which present the Party’s financial position and results of operations for 2003 on the same basis as 2004.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the dates of the financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting periods. Actual results could differ from these estimates.

The Liberal Party of Canada
Consolidated Notes to Financial Statements
For the year ended December 31, 2004

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents consist of liquid investments with terms to maturity at the date of acquisition of 90 days or less and are recorded at cost, which approximates fair value.

Revenue recognition

Contributions are recognized as revenue when received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

The Government allowance is calculated based on the number of votes the Party received in the general election at an approved rate per valid vote. The allocation is recognized when received or receivable if the amount can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

Contributions and participant fees for conventions and annual general meetings are recognized as revenue when received by the Party.

Membership revenues are recognized when they are received.

Operating payments from Constituencies are recognized when received or receivable if the collection of the amount can be reasonably assured.

Election rebates are recognized in the year of an election, when the amount is determinable and collection assured. The Party's claim for elections rebates is based upon management's interpretation of the applicable regulations in the Elections Canada Act. These amounts are subject to review and acceptance by Elections Canada prior to collection.

Contributed materials and services, except volunteer labour, are recorded at fair value. Except where required by the Canada Elections Act, the value of volunteer labour is not recorded in the financial statements.

Capital assets

Capital assets are recorded at cost and are depreciated, over their estimated service lives, on a straight-line basis as follows:

Buildings	20 years
Print shop equipment	5 years
Furniture and fixtures	5 years
Computer equipment	3 years
Leasehold improvements	5 years

The Liberal Party of Canada
Consolidated Notes to Financial Statements
For the year ended December 31, 2004

Deferred lease inducement

The value of the lease inducement which consists of leasehold improvements are deferred and amortized over the term of the lease.

2 Financial instruments

Financial instruments recognized in the balance sheet consist of cash, accounts receivable, accounts payable and demand bank loans. It is management's opinion that the Party is not exposed to significant credit risks arising from these financial instruments. Management also believes the carrying value of these instruments approximates their fair values.

3 Demand bank loans

The Party has loans outstanding with various chartered banks at interest rates ranging from the banks' prime to prime plus two per cent. The loans are secured with a general security agreement against assets of the Agency and specific Associations.

4 Capital assets

		2004	2003
	Cost	Accumulated depreciation	Net
	\$	\$	\$
Building	185,528	13,819	171,709
Print shop equipment	249,471	167,060	82,411
Furniture and fixtures	843,687	673,933	169,754
Computer equipment	1,091,180	922,715	168,465
Leasehold improvements	457,223	376,882	80,341
	<hr/> <u>2,827,089</u>	<hr/> <u>2,154,409</u>	<hr/> <u>672,680</u>
			613,362

The Liberal Party of Canada
 Consolidated Notes to Financial Statements
 For the year ended December 31, 2004

5 Lease obligations and commitments

The Party occupies leased premises in various locations and has incurred both capital and operating lease commitments for furniture and equipment. Future minimum lease payments for both capital and operating leases due over the next five years are as follows:

	Capital Leases \$	Operating Leases \$
2005	16,952	201,583
2006	17,888	161,947
2007	17,888	74,992
2008	17,276	2,640
2009	1,650	2,009
Future minimum lease payments	71,654	
Less: future interest payments	11,966	
Total lease obligation	59,688	
Less: amount due within one year	12,708	
	46,980	

6 Expenses

	2004 \$	2003 \$
Advertising – Radio	1,486,327	–
Advertising – TV	7,798,913	–
Advertising – Other	2,153,881	160,578
Bank charges and interest	312,496	265,745
Depreciation and amortization	225,282	166,252
Donations and contributions	29,760	22,014
Fundraising activities	1,465,934	3,594,717
Office expenses	5,113,618	2,233,485
Polling	1,203,789	243,216
Professional services	2,301,941	521,046
Research	821,398	128,554
Salaries and benefits	5,099,949	3,321,170
Travel and hospitality	4,086,021	865,000
Transfers	714,382	–
Other	1,649,490	8,090,265
	34,463,181	19,612,042

The Liberal Party of Canada
Consolidated Notes to Financial Statements
For the year ended December 31, 2004

7 Contingent liability

The Commission of Inquiry into the Sponsorship Program and Advertising Activities heard testimony about alleged improper activities by Liberal Party officials in the past. There is no claim against the Party nor does the Commission have jurisdiction to rule on questions of legal liability. It is anticipated that the Commission will table its final report in 2005. The report may identify individuals and organizations that have inappropriately received payments as a result of fraudulent claims against the Government of Canada. Given the often-conflicting testimony heard by the Commission, the Party is unable in most cases to determine with certainty if it has been the beneficiary of funds inappropriately received by others. Should it be determined by the Commission that the Party is the recipient of any of these funds; the Party will make a determination as to reimbursing the Receiver-General. Subsequent to year end, the Party voluntarily placed an amount of \$750,000 in trust to facilitate any possible reimbursement.